

gouvernement, et aussi, je crois, de l'obstruction de l'opposition officielle, tellement réduit à l'impuissance que la seule solution qui s'offre présentement à nous, c'est d'offrir aux Canadiens l'occasion d'en élire un autre.

On me permettra de mentionner certaines choses que nous espérons voir se réaliser au cours de la présente session. Nous espérons que le gouvernement s'attaquerait à la planification de l'économie nationale. Je n'ai pas besoin de m'étendre sur ce sujet parce que, Dieu merci, tout le monde s'est apparemment converti à l'idée de la planification économique. Les seuls projets que le gouvernement nous a soumis jusqu'ici visent la création de quatre offices composés en grande partie de membres à temps partiel qui se réuniraient à Ottawa de temps à autre; quatre offices relevant de quatre ministres différents sans aucun mécanisme de prévu pour coordonner leur travail ou leurs projets. Dans bien des cas, leurs attributions font double emploi et, pour comble, il n'a été prévu aucun fond national de développement économique, sans lequel ces quatre offices se réduisent à des groupes d'hommes qui tiennent de petites réunions tranquilles.

Nous sommes encore aux prises avec un chômage grave. Le premier ministre nous a parlé cet après-midi de l'augmentation du produit national brut, mais il reste le fait que cette augmentation n'a pas entraîné une hausse correspondante de l'emploi. Le chômage est toujours la cause de beaucoup d'inquiétude. Le discours du trône parlait de créer un million d'emplois d'ici cinq ans. Je ne vois rien, dans les mesures législatives, qui laisse entrevoir comment ce million d'emplois seront créés et, même si nous réussissons à les créer, ils répondront seulement aux besoins de nos jeunes qui sortent de l'université, des écoles et des collèges techniques pour entrer sur le marché du travail au cours de cette période de cinq ans. Nous devons toujours assurer le sort du demi-million environ de chômeurs, sans compter les hommes dont la migration a été causée par la technique moderne et l'automatisation.

La question du commerce prend la première place. Je suis convaincu que par suite du refus opposé à la demande d'adhésion de l'Angleterre au Marché commun, notre pays se trouvera dans une situation dont la gravité lui échappe encore. Je pensais que, ces quatre ou cinq derniers mois, le gouvernement formulerait des propositions concernant le développement de nos échanges commerciaux, compte tenu des événements actuels tels que l'existence du Marché commun et la loi d'expansion commerciale des États-Unis, pour que le Canada, l'un des plus gros pays exportateurs, puisse participer activement à cette

relance du commerce et s'insérer dans le nouvel ordre des échanges commerciaux mondiaux. Mais le gouvernement n'a rien annoncé à part la réunion ministérielle du GATT.

Le plan d'assurance de soins médicaux est au premier plan des préoccupations provinciales. En décembre 1960 le gouvernement a rendu publique la création de la Commission royale et l'on nous dit qu'elle fera rapport en juin ou en juillet prochains. L'entracte est un peu long. De fait, étant donné que les services de santé relèvent des provinces, le gouvernement central a déjà recueilli les renseignements grâce auxquels il pourrait faire adopter des lois permettant au Parlement de financer des programmes provinciaux d'assurance-santé. Il reviendrait à chaque province d'établir les modalités et la nature de ces programmes. J'estime que la Commission n'a été créée qu'à titre de dérivatif.

Il nous faut agir dans le domaine de l'agriculture. On nous a affirmé cet après-midi que les cultivateurs de l'Est auront des céréales de provende, et qu'on adoptera un régime de dualité des prix pour le blé. Nous n'avons pas été saisis de ces propositions, et l'on n'a évoqué dans cette enceinte aucun remède pour l'une de nos plaies agricoles: la montée des coûts, d'un océan à l'autre, accompagnée d'un fléchissement parallèle des prix accordés aux cultivateurs.

Je constate que Votre Honneur s'impatiente quelque peu. Peut-être pourrions-nous dire qu'il est six heures.

(La séance, suspendue à six heures, est reprise à huit heures.)

Reprise de la séance

M. Douglas: Monsieur l'Orateur, avant l'interruption du dîner j'étais à énoncer certaines des raisons pour lesquelles nous, du parti néo-démocratique, estimons que le gouvernement et l'opposition officielle n'ont pas réussi à assurer cette direction décisive qui pourrait permettre à notre pays de s'attaquer aux problèmes majeurs qui se posent à lui. Je m'apprêtais à discuter la question de l'acquisition des armes nucléaires, et du fait que le gouvernement n'a pas réussi à nous présenter une déclaration claire et décisive sur ce sujet.

Il ne faudrait pas que l'hésitation chronique du gouvernement à prendre une décision définitive nous fasse oublier qu'il s'est constamment rapproché, étape par étape, de l'acquisition d'armes nucléaires. Nous en avons comme preuve la déclaration qu'a faite le premier ministre cet après-midi, selon laquelle les négociations se poursuivaient avec